

OLIVIER DUSSOPT
DEPUTE DE L'ARDECHE – MAIRE D'ANNONAY

Annonay, le 5 novembre 2009

Réf. : OD/MC/51109
Objet : Situation du secteur agricole

Mesdames, Messieurs,

L'ensemble du secteur agricole européen se trouve, depuis plusieurs mois, dans un état de crise généralisé : crise porcine, crise laitière ou bien encore crise fruitière et légumière sont autant de phénomènes qui viennent accroître les difficultés déjà rencontrées par le monde agricole. La France en subit largement les conséquences. Cette situation, préoccupante pour l'avenir de notre agriculture, est liée en grande partie aux dérégulations, conduites par l'Union Européenne, des marchés agricoles et au désengagement progressif de l'Etat dans le domaine de l'agriculture.

La politique agricole européenne préconise l'auto régulation des marchés, fondée sur une idéologie libérale du système, alors même que cette approche n'est pas compatible avec la réalité du secteur agricole. La dérégulation des marchés ne bénéficie ni aux agriculteurs, ni aux consommateurs finaux. En effet, les prix à la consommation des produits agricoles ne cessent de croître alors que le prix payé au producteur diminue inexorablement. Les réels bénéficiaires de cette politique sont les grands groupes agro-alimentaires et les distributeurs qui voient leurs marges augmenter. Cette situation contraint de plus en plus d'agriculteurs à arrêter leur activité, faute de moyens pour rembourser leurs dettes. La disparition progressive du monde agricole en France est intolérable au regard des fonctions essentielles qu'il remplit au sein de notre société. Dès lors, il apparaît urgent que le Gouvernement et l'Union Européenne prennent des mesures fortes pour soutenir le secteur et répondre aux inquiétudes légitimes des agriculteurs sur l'avenir de leur activité.

Le 19 octobre dernier, face à l'ampleur de la crise du lait, la commissaire européenne à l'Agriculture annonçait le déblocage de 280 millions d'euros en faveur du secteur laitier européen. Cette aide, censée assurer la survie immédiate des producteurs dans l'attente d'une remontée des prix, semble insuffisante au regard du montant moyen alloué à chaque exploitation française, soit 800 euros. Le Président de la République a, quant à lui, tenté de rassurer le monde agricole, lors de son discours du 27 octobre dernier à Poligny (Jura), en présentant des mesures visant à soulager la situation financière des producteurs. Pour ce faire, il a annoncé la mise à disposition d'1 milliard d'euros de prêts bancaires à taux bonifiés et le déblocage de 650 millions d'aide pris en charge par les finances publiques. Cependant, ces interventions conjoncturelles à l'attention du secteur agricole ne réduiront pas les défauts structurels dont souffre l'Agriculture.

.../...

Le budget 2010 pour l'agriculture, présenté par le Ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, se fait l'écho des orientations libérales préconisées par l'Union Européenne. On constate ainsi que ce budget poursuit sa décroissance en fixant le plafond des crédits paiement à 4645,3 millions d'euros pour 2010 contre 4938,2 millions pour 2009. Le désengagement progressif de l'Etat vis-à-vis du secteur agricole est d'autant plus probant au regard des crédits alloués à chacun des programmes inscrits dans ce budget.

Ainsi, le programme 154 relatif à l'économie et au développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires enregistre une baisse de 3,85% par rapport aux crédits de paiement demandés pour 2009. Le programme 149 concernant la forêt augmente globalement de 32,4 millions d'euros par rapport aux crédits de paiement demandés en 2009. Cette augmentation s'explique en grande partie par une hausse de 10,14% de l'action 3 de ce programme relative à l'amélioration de la gestion des forêts. Le programme 206 « Sécurité et qualité de l'alimentation » lié à la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) marque, quant à lui, un recul général de 20 millions d'euros. Enfin le programme 215 concernant la conduite et le pilotage des politiques de l'agriculture, fixant les moyens de fonctionnement du ministère, de l'administration centrale jusqu'à l'échelon départemental, enregistre une hausse de 1,77% cette année après avoir subi une baisse de 3,14% en 2009. Le budget 2010 marque ainsi un recul de l'action de l'Etat et plus particulièrement dans les programmes concernant le soutien à l'économie agricole et la politique de prévention en termes de sécurité et de qualité sanitaire de l'alimentation.

Les orientations de la politique agricole européenne, les mesures d'urgence annoncées par le Président de la République et les éléments présentés dans le cadre du budget 2010 semblent ainsi être en décalage avec les revendications du monde agricole. En effet, les différentes organisations syndicales militent pour la mise en place, à l'échelon européen, d'une politique des prix afin de mettre à un terme à la volatilité des prix et permettre ainsi d'assurer un revenu stable à chaque producteur. Dès lors, il apparaît nécessaire de repenser en profondeur la politique agricole européenne afin de rompre avec l'approche libérale, inadaptée à ce secteur, et réintroduire la notion de régulation. Il faut avoir présent à l'esprit le fait qu'aujourd'hui, les importations de viande ovine de Nouvelle Zélande, par exemple, sont massives alors que les producteurs français connaissent des difficultés importantes. A ce titre, le Président de la République a annoncé sa volonté de refonder la Politique Agricole Commune (PAC) comme il se vante de l'avoir fait pour le capitalisme financier mondial. Effet d'annonce ou capacité réelle à peser sur ce dossier, élus locaux et producteurs attendent à présent les actes après le discours.

Dans cette attente et au regard des éléments présentés dans le cadre du budget 2010, je reste mobilisé, aux côtés de mon groupe politique, pour faire entendre les revendications du monde agricole et défendre l'avenir de ce secteur, largement représenté en Ardèche.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Olivier DUSSOPT